

Considérant que l'exécution urgente d'un nombre de projets, pour lesquels une subvention a été demandée, nécessite une explication immédiate de la disposition de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er avril 1993, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 avril 1995 apparu au *Moniteur belge* le 22 août 1995;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 20, § 2, deuxième alinéa de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er avril 1993 réglant l'intervention de la Région flamande dans les frais d'exécution de projets de rénovation urbaine et rurale, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 avril 1995, les mots suivants sont ajoutés : « sauf si la procédure a déjà été suivie au 22 août 1995 ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er mai 1995.

**Art. 3.** Le Ministre flamand, ayant la rénovation urbaine dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juillet 1996.

La Ministre-Présidents du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,  
L. PEETERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 98 — 2261

[S - C - 29306]

**9 SEPTEMBRE 1996.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglant l'élection du Conseil des étudiants des Hautes Ecoles et fixant les modalités de reconnaissance et de subventionnement des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment les articles 73 et 78, § 2;

Vu le protocole du 2 juillet 1996 de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 25 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 2 juillet 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 1996,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « décret » : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles,  
2° « organisation représentative des étudiants au niveau communautaire » : toute organisation qui réunit les conditions visées à l'article 78, § 1er, du décret;

3° « Conseil des étudiants » : le Conseil des étudiants visé aux articles 73 et 74 du décret;

4° « étudiant régulièrement inscrit » : l'étudiant régulièrement inscrit visé à l'article 5 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

5° « Haute Ecole » : Haute Ecole visée à l'article 1er, 1°, du décret;

6° « zone » : zone visée à l'article 47 du décret;

7° « autorités de la Haute Ecole » : autorités de la Haute Ecole visées à l'article 1er, 2°, du décret;

8° « section » : section visée à l'article 1er, 10°, du décret.

CHAPITRE II. — *Du Conseil des étudiants*

**Art. 2.** Les élections des membres qui composent le Conseil des étudiants ont lieu chaque année entre le 1er avril et le 30 juin.

Les membres du Conseil des étudiants sont élus par et parmi l'ensemble des étudiants régulièrement inscrits de la Haute Ecole.

Le mandat des membres du Conseil des étudiants a une durée d'un an prenant cours au plus tard le 1er juillet qui suit les élections.

Les autorités de la Haute Ecole mettent tout en œuvre pour faciliter l'organisation et la participation aux élections du Conseil des étudiants. A ce titre, elles communiquent notamment la liste des étudiants régulièrement inscrits dans chaque section organisée au sein de la Haute Ecole.

**Art. 3.** Le Conseil des étudiants de la Haute Ecole désigne chaque année sa représentation dans l'organisation représentative des étudiants au niveau communautaire de son choix, dans le respect des dispositions statutaires de celle-ci.

CHAPITRE III. — *De la reconnaissance des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire*

**Art. 4.** Une organisation représentative des étudiants au niveau communautaire est reconnue pour trois ans si elle réunit, au moment de la demande de reconnaissance, les conditions suivantes :

1° comprendre en son sein des membres désignés par les Conseils des étudiants des Hautes Ecoles représentant 20 % au moins des étudiants régulièrement inscrits dans l'ensemble des Hautes Ecoles, provenant de trois zones différentes au moins;

2° avoir prévu dans ses statuts une représentation proportionnelle en son sein des Conseils des étudiants qui y désignent leur représentation conformément à l'article 3, en assurant la présence d'au moins un représentant pour chacun de ces Conseils des étudiants;

3° être constituée sous la forme d'une ASBL;

4° assurer la publicité des informations destinées aux membres ainsi que des règles d'adhésion à l'organisation et d'accès aux activités; programmes et services offerts par celle-ci;

5° avoir son siège dans la région de la langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6° avoir des statuts qui respectent le décret;

7° tenir une comptabilité régulière permettant le contrôle financier;

8° accepter la vérification de la conformité de ses activités et de leur comptabilité aux conditions d'octroi des subventions, conformément à la section III du chapitre III du titre II de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

9° avoir communiqué au Gouvernement, au plus tard le 15 juillet de chaque année, les nom et prénom des membres désignés par les différents Conseils des étudiants au sein de l'organisation représentative, les résolutions d'adhésion des différents Conseils des étudiants, la composition de ses instances, ainsi que les statuts et règlements, ou s'il échet leurs modifications;

10° avoir introduit une demande de reconnaissance auprès du Gouvernement, au plus tard le 15 juillet de l'année au cours de laquelle le Gouvernement arrête la liste visée à l'article 5.

**Art. 5.** Le Gouvernement arrête pour trois ans, au plus tard le 30 novembre 1996, la liste des organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire.

A partir de l'année 1999 et ce tous les trois ans, le Gouvernement arrête cette liste au plus tard le 31 juillet.

**Art. 6.** La reconnaissance par le Gouvernement d'une organisation représentative des étudiants au niveau communautaire permet à celle-ci :

1° d'obtenir la subvention annuelle visée à l'article 78, § 2, du décret;

2° de participer à la concertation avec le Gouvernement visée à l'article 78, § 4, du décret;

3° de désigner des représentants des étudiants au sein des différents Conseils et Commissions tel que prévu à l'article 78, § 5, du décret.

**Art. 7.** Le Gouvernement peut retirer la reconnaissance aux organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire qui cessent de répondre aux conditions fixées par le décret ou par le présent arrêté en son article 4, 2° à 9°.

Cette procédure de retrait est précédée d'une audition des représentants de l'association concernée et, si l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire ne répond toujours plus aux conditions de reconnaissance, d'une mise en demeure par le Gouvernement. A partir de celle-ci, l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire dispose d'un délai de trente jours pour remplir à nouveau les conditions précitées.

CHAPITRE IV. — *De la subvention annuelle*

**Art. 8.** Le montant du crédit ou de l'allocation de base relatif aux subventions visées à l'article 78, § 2, du décret est réparti entre les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire en fonction du nombre d'étudiants régulièrement inscrits dans les Hautes Ecoles représentés par les membres désignés par les Conseils des étudiants dans chacune de ces organisations.

**Art. 9.** La justification de l'utilisation des subventions annuelles est assurée par la conservation durant cinq ans par l'organisation bénéficiaire de celles-ci, de tous les documents justificatifs et par leur présentation à toute inspection sur place.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finale*

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 2, alinéa 1er, pour l'année académique 1996-1997, les élections des membres qui composent le Conseil des étudiants ont lieu avant le 31 octobre 1996.

Par dérogation à l'article 2, alinéa 3, pour l'année académique 1996-1997, le mandat des membres du Conseil des étudiants prend cours le quinzième jour qui suit les élections visées à l'alinéa 1er du présent article et prend fin au plus tard le 30 juin 1997.

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 4, 1°, la première reconnaissance est accordée à une organisation représentative des étudiants au niveau communautaire si, pour l'année académique 1996-1997, elle comprend en son sein des membres désignés par les Conseils des étudiants des Hautes Ecoles représentant 15 % au moins des étudiants régulièrement inscrits dans l'ensemble des Hautes Ecoles. Toutefois la reconnaissance de cette organisation représentative des étudiants au niveau communautaire est retirée par le Gouvernement si elle ne comprend pas en son sein, pour les années académiques 1997-1998 et 1998-1999, des membres désignés par les Conseils des étudiants des Hautes Ecoles représentant 15 % au moins des étudiants régulièrement inscrits dans l'ensemble des Hautes Ecoles provenant de deux zones différentes au moins.

Par dérogation à l'article 4, 9°, pour l'année académique 1996-1997, les documents visés dans ce point sont communiqués au Gouvernement au plus tard le 31 octobre 1996.

Par dérogation à l'article 4, 10°, pour l'année académique 1996-1997, la demande de reconnaissance est introduite au plus tard le 31 octobre 1996.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

**Art. 13.** Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 9 septembre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2281

[S - C - 29306]

**9 SEPTEMBER 1996.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de verkiezing van de raad van hogeschoolstudenten en vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de representatieve studentenverbonden op communautair vlak**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inz. op de artikelen 73 en 78, § 2;

Gelet op het protocol d.d. 2 juli 1996 inzake overleg met de representatieve studentenverbonden op communautair vlak;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 25 juni 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 2 juli 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 25 juli 1996;

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Bepalingen*

**Artikel 1.** In dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° « Decreet » : het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

2° « representatief studentenverbond op communautair vlak » : elk verbond dat de in artikel 78, § 1, van het decreet vermelde voorwaarden vervult;

3° « studentenraad » : de raad bedoeld in de artikelen 73 en 74 van het decreet;

4° « regelmatig ingeschreven student » : de in artikel 5 van het decreet d.d. 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen bedoelde regelmatig ingeschreven student;

5° « hogeschool » : hogeschool bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet;

6° « zone » : de zone bedoeld in artikel 47 van het decreet;

7° « overheid van de hogeschool » : de overheid bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet;

8° « afdeling van de hogeschool » : de afdeling bedoeld in artikel 1, 10°, van het decreet.

#### HOOFDSTUK II. — *Studentenraad*

**Art. 2.** De verkiezing van de leden van de studentenraad gebeurt jaarlijks tussen 1 april en 30 juni.

Die leden worden gekozen door en onder de regelmatig ingeschreven studenten van de hogeschool.

Hun mandaat duurt 1 jaar en gaat uiterlijk op de 1e juli na de verkiezing in. De overheid van de hogeschool vergemakkelijkt zoveel mogelijk de organisatie van de verkiezing en de deelneming aan die verkiezing. Daartoe deelt ze o.m. de lijst mee van de regelmatig ingeschreven studenten in elke afdeling van de hogeschool.

**Art. 3.** De studentenraad van de hogeschool wijst elk jaar zijn vertegenwoordiging aan in het door hem gekozen representatief studentenverbond, overeenkomstig de statuten van dit verbond.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van representatieve studentenverbonden op communautair vlak*

**Art. 4.** Een representatief studentenverbond op communautair vlak wordt voor drie jaar erkend indien het aan volgende voorwaarden voldoet.

Het moet :

- 1° leden omvatten, aangewezen door de studentenraden van hogescholen die minstens 20 % van de regelmatig ingeschreven studenten in het geheel van de hogescholen vertegenwoordigen, uit ten minste 3 verschillende zones;
- 2° in zijn statuten voorzien in evenredige vertegenwoordiging van de studenterraden die er hun vertegenwoordiging aanwijzen overeenkomstig artikel 3, naar rata van ten minste één vertegenwoordiger per studentenraad;
- 3° in de vorm van een V.Z.W. worden samengesteld;
- 4° zorgen voor het bekendmaken van de voor de leden bestemde inlichtingen alsmede van de regels voor aansluiting bij het verbond en voor toegang tot de door dit laatste geboden werkzaamheden, programma's en diensten;
- 5° zijn zetel hebben in het Franstalige landsgedeelte of in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijke Gewest;
- 6° statuten hebben die de decreetsbepalingen in acht nemen;
- 7° een regelmatige boekhouding bijhouden, die financiële controle mogelijk maakt;
- 8° aanvaarden dat de overeenstemming van zijn activiteit en boekhouding nagegaan wordt met de subsidiëeringsvoorwaarden bepaald in afdeling III van hoofdstuk III van titel II van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 tot coördinatie van de wetten op de rijkscomptabiliteit;
- 9° de Regering uiterlijk 15 juli van elk jaar de lijst bezorgen, met naam en voornaam, van de leden aangewezen door de verschillende studentenraden, alsook de beslissingen tot toetreding van die raden, de samenstelling van zijn organen, statuten en reglementen en eventueel de wijzigingen;
- 10° de Regering een aanvraag om erkenning verzenden, uiterlijk op 15 juli van het jaar waarin de Regering de in artikel 5 bedoelde lijst bepaalt

**Art. 5.** De Regering bepaalt voor 3 jaar, uiterlijk op 30 november 1996 de lijst van de erkende representatieve studentenverbonden op communautair vlak. Vanaf 1999 en om de drie jaar gebeurt dit uiterlijk 31 juli.

**Art. 6.** De erkenning door de Regering maakt het een representatief studentenverbond op communautair vlak mogelijk :

- 1° de jaarlijkse toelage te bekomen bedoeld in artikel 78, § 2, van het decreet;
- 2° deel te nemen aan het overleg met de Regering, bedoeld in art 78, § 4, van het decreet;
- 3° vertegenwoordigers van de studenten aan te wijzen in raden en commissies, zoals bedoeld in artikel 78, § 5, van het decreet

**Art. 7.** De Regering kan de erkenning intrekken van verbonden die niet meer voldoen aan de vereisten van het decreet of van artikel 4, 2° tot 9°, van dit besluit.

Vooraf worden de vertegenwoordigers van het verbond gehoord. Als het nog steeds niet aan de erkenningsvereisten voldoet, stuurt de Regering een aanmaning, waarna het verbond over dertig dagen beschikt om zich naar die vereisten te schikken.

HOOFDSTUK IV. — *Jaarlijkse toelage*

**Art. 8.** Het krediet of de basistoelage betreffende de in artikel 78, § 2, van het decreet bedoelde subsidiëring wordt verdeeld onder de op communautair vlak erkende representatieve studentenverbonden naar rata van het aantal regelmatig ingeschreven studenten bij de hogescholen, vertegenwoordigd door de in elk van die verbonden door de studentenraden aangewezen leden.

**Art. 9.** De verantwoording van de aanwending van de jaarlijkse toelage wordt verzekerd door de bewaring door het begunstigde verbond, gedurende vijf jaar, van alle bewijsstukken en de voorlegging ervan bij elke inspectie ter plaatse.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 10.** In afwijking van artikel 2, 1e lid, worden de leden van de studentenraad voor het academiejaar 1996-1997 verkozen vóór 31 oktober 1996.

Voor het jaar 1996-97 gaat in afwijking van artikel 2, 3e lid, het mandaat van de leden van de studentenraad in op de 15e dag na de verkiezingen bedoeld in het 1e lid van dit artikel en verstrijkt het uiterlijk 30 juni 1997.

**Art. 11.** In afwijking van artikel 4, 1°, wordt de eerste erkenning verleend aan een representatief studentenverbond op communautair vlak als het, voor het academiejaar 1996-97, leden omvat die aangewezen zijn door de studentenraden van hogescholen die ten minste 15 % vertegenwoordigen van de in de gezamenlijke hogescholen regelmatig ingeschreven studenten.

Die erkenning wordt echter door de Regering ingetrokken als het voor de academiejaren 1997-98 en 1996-99 geen leden omvat, aangewezen door de studentenraden van hogescholen die ten minste 15 % vertegenwoordigen van de in de gezamenlijke hogescholen uit ten minste 2 verschillende zones regelmatig ingeschreven studenten.

Voor het academiejaar 1996-97 worden, in afwijking van artikel 4, 9°, de aldaar bedoelde stukken uiterlijk 31 oktober 1996 aan de Regering meegedeeld en wordt de aanvraag om erkenning, in afwijking van artikel 4, 10°, uiterlijk 31 oktober 1996 ingediend.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1996.

**Art. 13.** De Minister, bevoegd voor het hoger onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 september 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE